

SV

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 38.483/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique, le 30 mai 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté ministériel "modifiant l'arrêté ministériel du 9 janvier 2001 relatif à l'établissement et la mise en service de stations radioélectriques par des radioamateurs", a donné le 22 juin 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. L'arrêté en projet entend puiser son fondement juridique essentiellement dans l'article 3 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications et les articles 3, 4, et 18 de l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées.

Il résulte de l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 30 juillet 1979 que pour établir et faire fonctionner des stations de radiocommunication, il faut une autorisation personnelle et écrite de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

L'article 3, § 2, de cette même loi habilite le Roi à fixer les règles générales d'octroi et de révocation de ces autorisations. Tel est l'objet de l'arrêté royal du 15 octobre 1979 précité dont les articles 3, 4 et 18 subdélèguent au ministre la fixation de certaines conditions d'octroi.

Le ministre est en outre directement chargé par l'article 3, § 3, de la loi du 30 juillet 1979 de fixer les obligations des titulaires d'une autorisation ainsi que les conditions auxquelles doivent satisfaire les stations et réseaux de radiocommunication autorisés.

2. Toutefois, la loi du 30 juillet 1979 précitée est abrogée par l'article 156 de loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, publiée au Moniteur belge du 20 juin 2005.

.../...

Par ailleurs, l'article 39 de cette dernière prévoit que :

"§ 1^{er}. Nul ne peut, dans le Royaume ou à bord d'un navire, d'un bateau, d'un aéronef ou de tout autre support soumis au droit belge, détenir un appareil émetteur et/ou récepteur de radiocommunications, ni établir et faire fonctionner une station ou un réseau de radiocommunications non public sans avoir obtenu l'autorisation écrite de l'Institut. Cette autorisation est personnelle et révocable.

§ 2. Le Roi fixe, après avis de l'Institut, les règles générales d'octroi, de suspension et de révocation des autorisations visées au § 1^{er}. Il peut déterminer les cas où ces autorisations ne sont pas requises.

§ 3. L'Institut fixe les obligations des titulaires d'une autorisation ainsi que les conditions auxquelles doivent satisfaire les stations et réseaux de radiocommunications autorisés.

§ 4. Les autorisations visées au § 1^{er} ne sont pas requises pour les stations de radiocommunications établies et utilisées à des fins militaires ou de sécurité publique par les services relevant du ministre de la Défense nationale, par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et par les Forces alliées."

L'article 165, alinéa 1^{er}, de cette même loi du 13 juin 2005 dispose comme suit :

"Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur dix jours après la publication de celle-ci au Moniteur belge. Le Roi peut reporter l'entrée en vigueur de certaines dispositions en vue de permettre une certaine période de transition ou de concertation."

Il s'ensuit que, sauf report décidé par arrêté royal ⁽¹⁾, les articles 39 et 156 de loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques entreront en vigueur le 30 juin 2005.

À cette date, le Roi demeurera chargé de fixer les conditions générales d'octroi des autorisations, comme Il l'est actuellement par l'article 3, § 2, de la loi précitée du 30 juillet 1979. Par conséquent, les articles 3, 4 et 18 de l'arrêté royal du 15 octobre 1979 précité pourront toujours constituer un fondement juridique de l'arrêté en projet.

⁽¹⁾ À la date où le présent avis est donné, aucun arrêté royal prévoyant un tel report n'a été publié au Moniteur belge.

Par contre, en vertu de l'article 39, § 3, de la loi du 13 juin 2005, il n'appartiendra plus au ministre de fixer les obligations des titulaires d'une autorisation et les conditions auxquelles doivent satisfaire les stations et réseaux de radiocommunication autorisés. Cette mission sera directement confiée par la loi à l'Institut.

L'arrêté en projet doit par conséquent être fondamentalement revu pour tenir compte dudit article 39, spécialement afin d'omettre les dispositions du projet à l'examen qui portent sur les obligations et conditions précitées, à savoir les articles 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15 du projet.

Enfin, compte tenu du nouveau fondement légal, à savoir l'article 39 de la loi du 13 juin 2005, il est recommandé de revoir l'actuel arrêté ministériel du 9 janvier 2001 afin de l'y rendre conforme.

3. S'agissant des dispositions du projet qui entendent mettre en oeuvre les habilitations conférées au ministre par l'arrêté royal du 15 octobre 1979 précité, il convient par ailleurs de relever que ces habilitations ne permettent pas au ministre de subdéléguer les missions qui lui sont confiées à l'Institut. En effet, ce dernier ne peut se voir attribuer d'autres missions que celles prévues par la loi ⁽²⁾.

De telles habilitations à l'Institut sont prévues dans de nombreuses dispositions du texte à l'examen, à savoir les articles 2, 4, 6, 9, 10, 12, 13 et 15 du projet.

En conséquence, les articles précités devront être revus afin de supprimer ces habilitations.

⁽²⁾ Voir l'avis 38.173/4, donné le 23 mars 2005, sur un projet d'arrêté ministériel fixant les modalités concernant les dispositifs à utiliser en vue d'interdire aux équipements terminaux mobiles volés l'accès aux réseaux de communication mobiles; l'article 14 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut de régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges et l'avis 33.255/4, donné le 5 juin 2002 à son propos.

4. Au regard des deux observations qui précèdent, l'arrêté en projet doit être fondamentalement revu tant dans son préambule que dans son dispositif, notamment afin de tenir compte de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

Eu égard aux observations générales ci-dessus, les observations particulières relatives au texte en projet se limitent à l'observation suivante.

Observation particulière

Article 2

Le paragraphe 5 en projet peut trouver son fondement dans l'article 3 de l'arrêté royal du 15 octobre 1979 qui prévoit que le ministre détermine les conditions d'accès à chacune des sections (A, B et C) de la 5^e catégorie des stations et réseaux de radiocommunication autorisés, c'est-à-dire, de la catégorie des stations de radioamateurs.

Néanmoins, telle qu'elle est rédigée, la disposition ne permet pas de déterminer les conditions d'accès à chaque section. En effet, il est question d'organiser des examens, dont la réussite donne droit à un certificat, permettant lui-même l'obtention d'une licence, mais sans préciser à quel type de sections les licences octroyées donnent accès.

Le texte devrait donc être revu afin qu'y apparaissent clairement les liens entre les sections, les examens, les certificats et les licences.

La chambre était composée de

Madame	M.-L. WILLOT-THOMAS,	président de chambre,
Messieurs	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mmes A. VAGMAN, auditeur et L. VANCRAYEBECK, auditeur adjoint.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 38.483/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 30 mei 2005 door de Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot wijziging van het ministerieel besluit van 9 januari 2001 betreffende het aanleggen en het doen werken van radiostations door radioamateurs", heeft op 22 juni 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Het ontwerpbesluit geeft aan zijn rechtsgrond hoofdzakelijk te ontleen aan artikel 3 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving en aan de artikelen 3, 4 en 18 van het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen.

Uit artikel 3, § 1, van de wet van 30 juli 1979 volgt dat voor het aanleggen en het doen werken van een station voor radioverbinding een persoonlijke en schriftelijke vergunning van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie vereist is.

Artikel 3, § 2, van diezelfde wet machtigt de Koning om de algemene regels voor de toekenning en de intrekking van die vergunningen vast te stellen. Dat is de strekking van het voornoemde koninklijk besluit van 15 oktober 1979, waarvan de artikelen 3, 4 en 18 de vaststelling van bepaalde voorwaarden voor de toekenning ervan subdelegeren aan de minister.

Artikel 3, § 3, van de wet van 30 juli 1979 belast bovendien de minister rechtstreeks met het bepalen van de verplichtingen van de vergunninghouders, alsmede van de voorwaarden waaraan de vergunde stations en netten voor radioverbinding moeten voldoen.

2. De voornoemde wet van 30 juli 1979 is echter opgeheven bij artikel 156 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 20 juni 2005.

Voorts schrijft artikel 39 van de laatstgenoemde wet voor :

"§ 1. Niemand mag in het Rijk noch aan boord van een zeeschip, een binnenschip, een luchtvaartuig of enige andere drager onderworpen aan het Belgisch recht, een zend- en/of ontvangtoestel voor radiocommunicatie houden, of een station of een niet-openbaar netwerk voor radiocommunicatie aanleggen en doen werken zonder schriftelijke vergunning van het Instituut. Die vergunning is persoonlijk en kan worden ingetrokken.

§ 2. De Koning bepaalt, na advies van het Instituut, de algemene regels inzake toekenning, schorsing en intrekking van de in § 1 bedoelde vergunningen. Hij kan bepalen in welke gevallen die vergunningen niet vereist zijn.

§ 3. Het Instituut bepaalt de verplichtingen van de houders van een vergunning en de voorwaarden waaraan de toegelaten stations en netten voor radiocommunicatie moeten voldoen.

§ 4. De in § 1 bedoelde vergunningen zijn niet vereist voor de stations voor radiocommunicatie die voor militaire doeleinden of met het oog op de openbare veiligheid aangelegd en gebruikt worden door de diensten die onder de minister van Landsverdediging ressorteren, door de Noord Atlantische Verdragsorganisatie en door de Geallieerde Strijdkrachten."

Artikel 165, eerste lid, van diezelfde wet van 13 juni 2005 bepaalt :

"De bepalingen van deze wet treden in werking tien dagen na de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad. De Koning kan de inwerkingtreding van sommige bepalingen uitstellen met het oog op het realiseren van een zekere overgangs- of overlegperiode."

Daaruit volgt dat, behoudens een bij koninklijk besluit uitgevaardigd uitstel ⁽³⁾, de artikelen 39 en 156 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie in werking treden op 30 juni 2005.

⁽³⁾ Op de datum waarop dit advies wordt verstrekt, is in het Belgisch Staatsblad geen enkel koninklijk besluit bekendgemaakt dat een zodanig uitstel voorschrijft.

Op die datum zal de Koning nog steeds bevoegd zijn om de algemene voorwaarden voor toekenning van de vergunningen vast te stellen, zoals Hij dat thans is op basis van artikel 3, § 2, van de voornoemde wet van 30 juli 1979. Bijgevolg kunnen de artikelen 3, 4 en 18 van het voornoemde koninklijk besluit van 15 oktober 1979 nog steeds een rechtsgrond vormen voor het ontworpen besluit.

Krachtens artikel 39, § 3, van de wet van 13 juni 2005 zal het evenwel niet meer aan de minister toekomen om de verplichtingen van de vergunninghouders en de voorwaarden waaraan de vergunde stations en netten voor radiocommunicatie moeten voldoen, te bepalen. Die taak wordt bij de wet rechtstreeks toevertrouwd aan het Instituut.

Het ontworpen besluit moet derhalve fundamenteel worden herzien, waarbij rekening wordt gehouden met het genoemde artikel 39, inzonderheid om de thans onderzochte bepalingen van het ontwerp te doen vervallen die de voornoemde verplichtingen en voorwaarden betreffen, te weten de artikelen 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 en 15 van het ontwerp.

Gelet op de nieuwe rechtsgrond, te weten artikel 39 van de wet van 13 juni 2005, verdient het ten slotte aanbeveling het huidige ministerieel besluit van 9 januari 2001 te herzien teneinde het ermee in overeenstemming te brengen.

3. Wat betreft de bepalingen van het ontwerp die ertoe strekken de machtigingen ten uitvoer te leggen die bij het voornoemde koninklijk besluit van 15 oktober 1979 aan de minister worden verleend, valt bovendien op te merken dat die machtigingen de minister niet in staat stellen de hem toevertrouwde taken te subdelegeren aan het Instituut. Aan dit Instituut kunnen immers geen andere taken worden toevertrouwd dan die welke bij de wet zijn bepaald ⁽⁴⁾.

⁽⁴⁾ Zie advies 38.173/4, op 23 maart 2005 verstrekt over een ontwerp van ministerieel besluit "tot vaststelling van de nadere regels inzake de middelen die aangewend dienen te worden om gestolen mobiele eindapparatuur de toegang te ontzeggen tot mobiele communicatienetwerken"; artikel 14 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector, alsmede het op 5 juni 2002 daaromtrent verstrekte advies 33.255/4.

Zodanige machtigingen aan het Instituut komen voor in tal van bepalingen van de thans onderzochte tekst, te weten in de artikelen 2, 4, 6, 9, 10, 12, 13 en 15 van het ontwerp.

Bijgevolg moeten de voornoemde artikelen worden herzien, waarbij die machtigingen moeten vervallen.

4. Het ontworpen besluit moet in het licht van de twee voorgaande opmerkingen grondig worden herzien, zowel wat de aanhef als wat het dispositief betreft, inzonderheid teneinde rekening te houden met de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

Gelet op de bovenstaande algemene opmerkingen beperken de bijzondere opmerkingen betreffende de ontworpen tekst zich tot wat volgt.

Bijzondere opmerking

Artikel 2

De ontworpen paragraaf 5 kan zijn rechtsgrond ontleenen aan artikel 3 van het koninklijk besluit van 15 oktober 1979, dat voorschrijft dat de minister de voorwaarden bepaalt voor toegang tot elk van de secties (A, B en C) van de 5e categorie van vergunde stations en netten voor radioverbinding, dat wil zeggen de categorie van de stations van radioamateurs.

Zoals de bepaling thans is geredigeerd, kan daaruit echter niet worden opgemaakt welke toegangsvoorwaarden gelden voor elk van die secties. In die bepaling is immers sprake van het organiseren van examens en van het feit dat wie ervoor slaagt, een getuigschrift krijgt, dat op zijn beurt recht geeft op het krijgen van een vergunning, zonder dat evenwel wordt gepreciseerd tot welk type van sectie de toegekende vergunningen toegang verlenen.

Bijgevolg moet de tekst worden herzien, zodat de verbanden tussen de secties, de examens, de getuigschriften en de vergunningen duidelijk erin tot uiting komen.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw	M.-L. WILLOT-THOMAS,	kamervoorzitter,
de Heren	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. A. VAGMAN, auditeur en L. VANCRAYEBECK, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS